Louis GILL

Économiste, retraité de l'UQÀM

(30 juillet 2007)

“Vieillissement de la population et finances publiques.

*Réplique à Fortin, Godbout,
Arseneau et Saint-Cerny.”*

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois [professeur retraité de l'UQAM.]

“Vieillissement de la population et finances publiques. Réplique à Fortin, Godbout, Arseneau et Saint-Cerny”. 30 juillet 2007.

Réplique à l'article de Luc Godbout, Mathieu Arseneau, Suzie Saint-Cerny et Pierre Fortin publié dans *Le Devoir*, les 28 et 29 juillet 2007, en réponse au mien du 13 juillet sur les questions soulevées dans leur ouvrage intitulé *Oser choisir maintenant*. Cet article n'a pas été publié par *Le Devoir*.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l'UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale, l'économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 25 octobre 2007 de diffuser cette œuvre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 29 décembre 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Louis Gill

**“Vieillissement de la population et finances publiques.
Réplique à Fortin, Godbout, Arseneau et Saint-Cerny”.**

30 juillet 2007. Réplique à l'article de Luc Godbout, Mathieu Arseneau, Suzie Saint-Cerny et Pierre Fortin publié dans *Le Devoir*, les 28 et 29 juillet 2007, en réponse au mien du 13 juillet sur les questions soulevées dans leur ouvrage intitulé *Oser choisir maintenant*. Cet article n'a pas été publié par *Le Devoir*.

Voici quelques réactions à l'article de Luc Godbout, Matthieu Arseneau, Suzie Saint-Cerny et Pierre Fortin publié dans *Le Devoir* les 28 et 29 juillet en réponse au mien du 13 juillet sur les questions soulevées dans leur ouvrage récent intitulé *Oser choisir maintenant*.

Il est incorrect de dire que je rejette leur projection d'un lourd déficit budgétaire dans 45 ans dans l'hypothèse de taux de croissance annuels moyens des revenus et des dépenses budgétaires évalués à 3,3 % et 3,7 % respectivement. J'ai dit au contraire que ce scénario était aussi plausible que celui d'un fort excédent, le basculement de l'un à l'autre ne dépendant que de la fermeture possible du faible écart de quatre dixièmes de point de pourcentage entre les deux taux de croissance, au gré des aléas qui ne peuvent manquer de se manifester sur un horizon aussi long.

Fortin, Godbout et leurs collègues estiment quant à eux que la fermeture de cet écart ne serait pas une mince affaire. Comme le taux annuel d'inflation projeté est de 2 %, cela signifierait que le taux de croissance du PIB réel passerait de 1,3 % à 1,7 %. Cela, disent-ils, « *eviendrait à supposer que la croissance réelle de l'économie serait plus rapide de 30 % chaque année pendant 45 ans. C'est énorme !* ». Si cela est vrai, il faut s'attendre à une énorme différence entre les montants qu'atteindra le PIB réel dans 45 ans avec ces taux de croissance. Vérifions-le. Pour obtenir, à un taux annuel de croissance de

1,3 %, le niveau atteint après 45 ans par un PIB réel qui serait de 100 milliards aujourd’hui, il faut multiplier 100 par 1,013 élevé à la puissance 45 (ou 1,013 multiplié par lui-même 45 fois), comme on le fait pour le calcul de l’intérêt composé. On obtient alors 179 milliards. Si on fait de même avec le taux de croissance de 1,7 %, on obtient 214 milliards. Les quatre dixièmes de points de pourcentage de différence entre les taux de croissance de 1,7 % et 1,3 % produisent donc après 45 ans un écart de seulement 19,6 % entre les PIB réels ($1,004$ élevé à la puissance 45 $= 1,196 = 214 / 179$). Le rapport qui importe ici n’est pas le rapport entre les taux de croissance ($1,7 \% / 1,3 \% = 130 \%$), mais le rapport entre les facteurs de croissance $1,017 / 1,013 = 100,4 \%$. On constate donc qu’en passant de 1,3 % à 1,7 %, la croissance réelle de l’économie n’est pas plus rapide de 30 % chaque année. Elle est plus rapide de 0,4 % chaque année, 750 fois moins.

Quant à savoir si l’hypothèse d’un taux de croissance réel moyen de 1,7 % ou plus pendant les 45 prochaines années est une hypothèse réaliste, il y a bien entendu matière à discussion. Mon point de vue à cet égard n’est pas de « *supposer a priori que tout ira pour le mieux et d’attendre que la création de richesse s’accélère* », comme le laissent entendre Fortin, Godbout et leurs collègues. Je plaide au contraire en faveur de politiques résolument orientées vers la réalisation de cet objectif, comme l’investissement massif dans les moyens d’accroître la productivité. Cela requiert le recours à tous les fonds disponibles. C’est pourquoi j’estime que leur proposition de d’un alourdissement du fardeau fiscal de 8,7 % pour chacune des 45 prochaines années, destiné à alimenter une « caisse démographique » et qui se traduirait en 2007 par une augmentation de 4,5 milliards des impôts, taxes et tarifs, priverait de ressources précieuses l’investissement dans l’amélioration de la productivité qui est la clé de l’accroissement de la richesse actuelle et future.

Fin du texte